

APPEL A PROJETS

« Information, conseil et accompagnement des ménages pour la rénovation énergétique de leurs logements »

Période 2021-2023

Date limite remise des candidatures
Le 18/10/2021 à 12 heures.



Sommaire

1. CONTEXTE ET ENJEUX	4
1.1. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE EN GUADELOUPE	4
1.2. DEFINITION DU PROGRAMME SARE	4
1.3. ENGAGEMENT DE LA REGION GUADELOUPE	5
1.4. SECTEURS CIBLES DU PROGRAMME SARE	6
1.5. GOUVERNANCE DU PROGRAMME SARE	6
1.6. CONTINUITE DES ESPACES CONSEILLERS INFO ENERGIE : RESEAU FAIRE ACTUEL.....	7
2. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS « ACTES LIES A L'INFORMATION, LE CONSEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES »	7
2.1. OBJECTIFS POURSUIVIS SUR LA PERIODE 2021-2023 DU PRESENT AAP	8
2.2. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE LA MISSION	8
2.3. CONTENU DE LA MISSION : ACTES METIERS	8
2.4. REMONTEE DES INDICATEURS ET DONNEES RELATIVES AUX ACTES METIERS.....	9
2.5. DUREE DE LA MISSION.....	9
2.6. CALCUL DE REMUNERATION DE LA MISSION	9
2.7. DEPENSES ELIGIBLES AU TITRE DE LA CONTRIBUTION	11
2.8. ENGAGEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES : CHARTE ESPACE CONSEIL FAIRE	11
2.9. ENGAGEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES : PARCOURS DE FORMATION	11
2.10. ENGAGEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES : REPORTING.....	11
2.11. MOYENS HUMAINS.....	12
3. CONSULTATION DES PROPOSITIONS ET SELECTIONS DES PROJETS DES CANDIDATS	12

3.1.	CANDIDATS ELIGIBLES	12
3.2.	CAS PARTICULIER : STRUCTURE OPERATEUR DE L'AMELIORATION DE L'HABITAT	12
3.3.	CAS PARTICULIER : STRUCTURE PORTEUSE D'AUTRE PROGRAMME CEE SUR LE TERRITOIRE 12	
3.4.	CRITERES DE SELECTION	12
3.5.	NOTATION DES CRITERES DE SELECTION	13
3.6.	COMITE D'EXAMEN DES CANDIDATURES	13
4.	CONTRACTUALISATION ET FINANCEMENT.....	13
4.1.	ENGAGEMENTS RECIPROQUES.....	13
4.2.	FINANCEMENT DE L'OPERATION	13
5.	LISTE DES ANNEXES.....	14
	ANNEXE 1 : GUIDE DES ACTES METIERS DOM DU PROGRAMME SARE.....	15
	ANNEXE 2 : CHARTE ESPACE CONSEIL FAIRE DOM.....	16
	ANNEXE 3 : DOSSIER DE CANDIDATURE.....	17

1. Contexte et enjeux

1.1. Cadre réglementaire de la politique énergétique en Guadeloupe

Soumise à de multiples contraintes énergétiques et climatiques, la Guadeloupe a fait le choix de transformer ces contraintes en opportunités de développement, pour expérimenter de nouveaux schémas énergétiques et occuper une place toute particulière, celle de l'exemplarité et de l'innovation dans le défi énergétique. Une stratégie énergétique a donc été adaptée aux spécificités du territoire au travers des actions suivantes :

- Dès 2008, elle a adopté le PRERURE (plan énergétique pluriannuel de prospection et d'exploitation des énergies renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie),
- En 2009, elle obtient l'habilitation énergie à légiférer en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables,
- Depuis 2011, la collectivité régionale, en concertation avec les acteurs économiques du territoire, a élaboré une réglementation thermique des bâtiments (RTG) et du diagnostic de performance énergétique (DPEG) basée sur des objectifs de résultats et non plus de moyens comme a pu l'être la réglementation thermique DOM,
- Avec la loi de Transition Énergétique Pour la Croissance Verte d'août 2015, la Guadeloupe s'est également dotée, en avril 2017, d'une Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) qui vise l'autonomie énergétique en 2030,
- En 2019, lancement de la campagne de communication en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Énergie (MDE) par la région Guadeloupe, l'ADEME, l'État et EDF SEI Archipel, à destination du grand public, des entreprises et de la collectivité régionale.

1.2. Définition du Programme SARE

Le programme du « **Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique** » **SARE**, a été mis en œuvre par l'arrêté du 5 septembre 2019. Ce dernier met en place un nouveau dispositif financier permettant de renforcer l'information de nos concitoyens et l'accompagnement dans leurs parcours de rénovation. Ce qui constitue un outil qui permettra de poursuivre le travail engagé en région Guadeloupe par les EIE, et ainsi développer le service déjà en place pour le rendre accessible à l'ensemble de ses citoyens.

Dans la continuité des actions déployées sur le territoire par le Réseau FAIRE, **le programme de SARE** a vocation à impulser une nouvelle dynamique territoriale de la rénovation énergétique mobilisant l'ensemble des échelons de collectivités territoriales et des réseaux professionnels. Ce programme vise à consolider le Réseau FAIRE porté par l'État, l'ADEME, l'Anah et l'ANIL en lien avec les collectivités territoriales afin d'assurer la bonne articulation avec l'ensemble des interlocuteurs concernés (mairies, Maisons France services, etc...). L'objectif étant de proposer aux ménages un parcours d'accompagnement pour la rénovation énergétique via l'information et les conseils neutres et gratuits.

SARE est un programme d'information et de formation qui est axé sur la rénovation énergétique, favorisant les économies d'énergie. Ce dernier peut donner lieu à la délivrance de Certificat d'Économie d'Énergie (CEE), dispositif imposant aux fournisseurs d'énergie (carburants, électricité, gaz, fioul domestique...) de soutenir des actions d'économies d'énergie. Les obligés sont ainsi amenés - directement ou en partenariat avec les collectivités locales, les entreprises du bâtiment ou spécialisées dans les services

énergétiques - à mettre en place des mesures d'incitation pour déclencher des opérations d'économies d'énergie. Ce qui constitue un élément attractif pour la participation au financement du programme en contrepartie de CEE.

Au titre de son habilitation et de son investissement dans la transition énergétique, le conseil régional de la Guadeloupe est désigné en tant que **porteur associé** du Programme SARE sur le territoire. L'ADEME, **porteur pilote**, assure la coordination et la gestion des appels de fonds nationaux.

Le déploiement du Programme SARE au sein du territoire régional, doit permettre de poursuivre les objectifs suivants :

1. Renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (résidentiel et petit tertiaire privé) en impliquant l'ensemble des collectivités territoriales et les professionnels ;
2. Assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire. Ce parcours est assuré par une bonne articulation entre les Espaces Conseil FAIRE (ECF), les services publics d'accueil et de conseil : Maisons France Services, les Mairies...
3. Consolider et/ou compléter les dispositifs territoriaux existants, constitués des Espaces Conseils FAIRE (Espaces Info Énergie, Plateformes territoriales de rénovation énergétique, Société de tiers financement, etc.).

Afin de retenir les structures en charge du déploiement du programme SARE en Guadeloupe, la région Guadeloupe a lancé, en décembre 2020, un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre des missions suivantes :

- **Information de 1er niveau (juridique, technique, financière et sociale)**
- **Conseil Personnalisé**
- **Evaluation énergétique et accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation**
- **Accompagnement des ménages dans l'avancement de leur chantier de rénovation**
- **Sensibilisation, communication et animation des ménages**

A l'issue de la première période de consultation, une structure a été sélectionnée pour assurer la fonction d'Espace Conseil FAIRE sur les territoires de :

- Cap Excellence,
- La Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre (CANBT),
- La Communauté d'Agglomération du Grand Sud Caraïbe (CAGSC).

Le présent appel à manifestation d'intérêt (seconde vague de consultation) a pour but de retenir la (les) structure (s) sur les territoires non attribués :

- **La Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant (CARL) + Communauté des communes de Marie-Galante (CCMG),**
- **La Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT).**

Globalement, les structures porteuses seront en charge de la mise en œuvre de ces missions, qui constituent une partie du contenu technique des actes métiers DOM du programme SARE.

1.3. Engagement de la région Guadeloupe

Le lancement d'une campagne de communication grand public d'envergure (Région - ADEME - DEAL - EDF) sur le sujet le 5 Mars 2020, ne fait qu'ajouter au besoin de relais direct des informations auprès des foyers guadeloupéens. Il s'agit alors d'assurer la fiabilité de l'information délivrée aux ménages sur tout le territoire régional ; d'apporter aux ménages et aux professionnels une meilleure lisibilité du réseau des acteurs et des aides disponibles ; et de structurer une gouvernance aux échelles régionale et locale

(permettant la couverture totale du territoire régional). La région Guadeloupe s'engage dès le 01 01 2021, avec l'ambition de rendre accessible à tous les citoyens à mettre en œuvre le service complet d'accompagnement pour la rénovation énergétique, à fin 2023.

En tant que porteur associé unique, la région Guadeloupe s'engage à :

- Piloter le déploiement du Programme sur le territoire, en lien avec le comité de pilotage régional
- Recevoir les financements du Programme SARE de la part des obligés
- Mettre en œuvre les actions prévues dans son plan de déploiement
- Assurer la communication régionale du programme SARE (la région Guadeloupe porte déjà une campagne de communication « Agissons pour maîtriser l'Energie »)
- Assurer la gestion du Programme SARE
- Relayer l'offre de formation développée par le porteur pilote qui est l'ADEME

1.4. Secteurs cibles du Programme SARE

Les gains énergétiques sont substantiels. Ils concernent à la fois l'enveloppe des logements (isolation, ventilation, orientation, ...) et l'équipement des ménages (production d'eau chaude solaire, climatisation performante...). L'implication du citoyen constitue alors un maillon essentiel d'actions de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables, dans la lutte contre le changement climatique.

En Guadeloupe, les consommations électriques sont relativement stables depuis 10 ans, autour de 1 730 GWh. L'année 2019 présente une augmentation des consommations finales d'énergie de 7 123 GWh, soit +3.4 % par rapport à 2018.

En 2019, les secteurs les plus consommateurs d'électricité sont :

- Le secteur « domestique » qui représente la part du résidentiel ;
- Le secteur « professionnel » qui englobe la part du secteur tertiaire privé et du secteur industriel.

Le secteur domestique (c'est-à-dire le résidentiel) est responsable de 46 %, près de la moitié de la consommation d'électricité du territoire selon l'OREC, soit 678 GWh en 2019. Le parc de logements est de 216 935 (chiffres 2013). Les résidences principales sont majoritairement (60 %) occupées par leurs propriétaires. Cette proportion élevée constitue un avantage pour envisager des actions de rénovation énergétique : en cas de logement loué, les propriétaires sont souvent réticents à investir dans des travaux dont les bénéfices seront ressentis principalement par le locataire. La proportion de propriétaires occupant est nettement plus faible dans le logement collectif que dans le logement individuel : 27 % dans le collectif privé et 6 % dans le collectif social, contre plus de 70 % dans le logement individuel.

Le secteur professionnel représente 39 % des consommations d'électricité, soit 566 GWh en 2019. Le secteur tertiaire couvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

1.5. Gouvernance du Programme SARE

La gouvernance du Programme SARE s'effectue à 2 niveaux :

- Le Comité de pilotage national (COPIL NATIONAL) assure le pilotage du Programme SARE, et contrôle sa mise en œuvre.
- Le Comité de pilotage régional (COPIL REGIONAL SARE) assure le pilotage du Programme à l'échelle du territoire régional, il suit le plan de déploiement, et valide les appels de fonds régionaux.

La région pilote le déploiement du Programme SARE en Guadeloupe. En tant que porteur associé unique pour le territoire, le conseil régional en préside le COPIL REGIONAL et assure sa composition adaptée aux besoins opérationnels et son animation. Il se réunit tous les 6 mois pour assurer le suivi opérationnel (technique et financier) du Programme, évaluer les appels de fonds nécessaires à son bon déroulement, en référer au COPIL National et lui rendre compte des avancées opérationnelles et des difficultés rencontrées. L'échelon régional constitue l'interface entre la mise en œuvre locale et le cadre national ; il garantit une réponse adaptée aux spécificités locales s'inscrivant dans les objectifs de résultats nationaux.

Le COPIL REGIONAL sera constitué de la Région, l'ADEME, la DEAL, et les obligés financeurs (EDF Guadeloupe et Rubis Antilles) ; les décisions sont prises à l'unanimité. 1 membre à 1 voie. En cas d'égalité, la décision reviendra à la région Guadeloupe.

1.6. Continuité des espaces Conseillers Info Energie : Réseau FAIRE actuel

La région Guadeloupe, l'ADEME ainsi que EDF Archipel Guadeloupe financent depuis 10 ans des Espaces Info Energie (EIE) en charge de la sensibilisation, l'information et de conseils personnalisés. Ces missions étaient pilotées par 4 conseillers Info Energie (CIE), dont le rôle était de renseigner les particuliers sur la réduction des consommations énergétiques, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Afin de couvrir l'ensemble du territoire, les EIE étaient répartis de la façon suivante :

- 1 conseiller sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre (CANBT),
- 1 conseiller sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Grand Sud Caraïbe (CAGSC),
- 1 conseiller pour les territoires de Cap Excellence et la Communauté des Communes de Marie-Galante (CCMG)
- 1 conseiller pour les territoires de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) et de la Riviera du Levant (CARL).

En application des engagements du Plan de rénovation énergétique des bâtiments (action 4 du Plan), les ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales et l'ADEME ont lancé en 2018 une grande campagne de communication, baptisée FAIRE, pour entraîner les Français vers la rénovation énergétique. FAIRE est l'acronyme de Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Énergétique. FAIRE est accompagné de son mot d'ordre « Tout pour ma rénov' » mettant en avant les bénéfices liés à la rénovation énergétique.

Cet AAP vise à sélectionner une ou plusieurs structure(s) pour assurer la continuité des EIE, en intégrant le **réseau FAIRE** dans le cadre de l'application du Programme SARE en Guadeloupe.

2. Objectifs de l'appel à projets « actes liés à l'information, le conseil et l'accompagnement des ménages »

2.1. Objectifs poursuivis sur la période 2021-2023 du présent AAP

Les objectifs généraux que poursuivent les partenaires en déclinaison de cet appel à projets sont :

- Inscrire le Programme SARE dans une forte dynamique sur la période donnée, en mobilisant des structures présentant des garanties de compétence, d'ancrage territorial, de solidité financière et de pérennité,
- Sélectionner des structures porteuses ayant un projet spécifique intégrant le plan de déploiement du Programme SARE, et fédérant des événements autour des missions suivantes :
 - 1) Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement ;
 - 2) Dynamique de la rénovation, sensibilisation, communication, animation des ménages ;
- Lancer des initiatives innovantes pour la bonne mise en œuvre de la réalisation des actes métiers,
- Adapter la mise en œuvre du Programme en fonction des secteurs cibles : domestique et professionnel,
- S'assurer de la continuité de la mission des conseillers FAIRE au sein de la/les structure(s) retenue(s),
- S'assurer de la motivation et de l'implication des conseillers FAIRE et des structures porteuses, témoignant d'un degré important d'autonomie dans la mission.

2.2. Périmètre géographique de la mission

Les périmètres géographiques concernés par cet appel à projets sont :

- La CANGT (58 504 habitants)
- La CARL + CCMG (76 511 habitants)

Cet **appel à projets** vise à sélectionner une ou plusieurs structures porteuses de manière à déployer des conseillers FAIRE sur les zones géographiques des territoires susmentionnés.

2.3. Contenu de la mission : actes métiers

Pour rappel, les missions confiées aux conseillers FAIRE sont structurées autour des axes, suivants :

- 1) Information de premier niveau (juridique, technique, financière et sociale),
- 2) Conseil personnalisé,
- 3) Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation,
- 4) Accompagnement des ménages dans l'avancement de leur chantier de rénovation,
- 5) Sensibilisation, communication, animation des ménages.

La Région, les partenaires financeurs, l'ADEME et les acteurs du réseau FAIRE ont défini ensemble, des actes métiers à réaliser dans le cadre du programme SARE. Dans le cadre de cet appel à projet, le périmètre de la mission de(s) structure(s) porteuse(s) sélectionnée(s) concerne la réalisation des actes métiers pour les logement et copropriétés, représentatifs du travail de terrain qui a été mené au cours des dix dernières années :

- **Acte A1 (logement et copropriété) :** Information de 1^{er} niveau ;
- **Acte A2 (logement et copropriété) :** Conseil personnalisé aux ménages ;
- **Acte A4 (logement et copropriété) :** Evaluation énergétique (scénarios) et Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation ;

- **Acte A4 bis (logement et copropriété) :** Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation ;
- **Acte C1 :** Sensibilisation, communication et animation des ménages. Il s'agit d'aller au-devant des ménages pour les informer sur la possibilité qu'ils ont de solliciter les conseils des ECF, génériques ou personnalisés (présence sur des salons, événements liés à la rénovation, ...) dans le but de faire connaître les dispositifs d'accompagnement disponibles sur le territoire afin de favoriser la rénovation énergétique.

Le détail des actes métiers relatifs aux missions du Programme SARE est présenté en Annexe 1 : *Guide des actes métiers DOM du Programme SARE*. Dans le cadre de l'adaptation du Programme SARE au contexte ultra-marin, les actes métiers sont susceptibles d'évoluer. A cet effet, un avenant sera apporté à la convention établie entre la région Guadeloupe et la ou les structure(s) porteuse(s).

Les Justificatifs de réalisation de chaque acte sont précisés dans le guide acte métier DOM en annexe 1.

2.4. Remontée des indicateurs et données relatives aux actes métiers

La réalisation de chaque acte est caractérisée par des indicateurs et des données explicités dans le guide des actes métier (en annexe 1). La mission des Conseiller FAIRE consiste également à renseigner les indicateurs et données via les outils de suivi : SARénov et TBS. Ce reporting sera intégré au rapport d'exécution de la mission, indispensable à la valorisation du financement de chaque acte.

2.5. Durée de la mission

La durée du programme SARE court **jusqu'au 31 décembre 2023**. Les modalités d'exécution de la mission seront définies dans la convention liant le porteur associé, la Région Guadeloupe, et la ou les structures de mise en œuvre retenue(s) pour le déploiement du programme.

2.6. Calcul de rémunération de la mission

La subvention octroyée correspond à la réalisation d'un programme d'actions dans le cadre du programme SARE.

Le Programme SARE prévoit de rétribuer les structures porteuses à l'acte réalisé. Un volume financier maximum est prévu en fonction du périmètre géographique visé par la structure de mise en œuvre, et est fonction de la densité de la population.

Dans le cas où ils sont dépassés, la rétribution ne dépassera pas l'enveloppe maximum prévue initialement.

Le tableau qui suit présente le plafonnement de financement annuel (susceptible d'évoluer) réparti par périmètres géographiques :

Missions du porteur territorial		Public cible	Riviera du Levant + CCMG			CANGT		
			Objectifs de réalisation en nombre d'actes	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un acte (en €)	Budget	Objectifs de réalisation en nombre d'actes	Plafond des dépenses prises en compte pour la réalisation d'un acte (en €)	Budget
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	Information de premier niveau (information générique) A1	MI*	1 159	8	9 272	886	8	7 088
	Conseil personnalisé aux ménages A2	MI*	386	50	19 300	295	50	14 750
	Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale A4	MI*	63	800	50 400	48	800	38 400
		SC*	2	4 000	8 000	1	4 000	4 000
	Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale A4Bis	MI*	2	400	800	1	400	400
		SC*	1	8 000	8 000	1	8 000	8 000
Dynamique de la rénovation	Sensibilisation, Communication, Animation des ménages C1	Tout public			6 376 €			4 875 €
			Budget annuel (HT €) CARL + CCMG		102 148 €	Budget annuel (HT €) CANGT		77 513 €

SC* : Syndicat de Copropriété

MI* : Maison Individuelle

A titre indicatif, voici la répartition des objectifs du programme par au rapport au nombre de logements/SC* présents sur le nombre d'habitants peuplant les différentes intercommunalités. Ces objectifs pourraient être réajustés lors des COPILs régionaux du programme, suivants les dynamiques territoriales.

2.7. Dépenses éligibles au titre de la contribution

Sont considérés comme éligibles, au titre de la contribution versée par la région Guadeloupe, les postes de dépenses exposés ci-dessous :

- Les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- Les frais de déplacement et de mission ;
- Les équipements et prestations spécifiquement dédiés aux actes métiers (exemple : supports de communication) ;
- Les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) qui ne peuvent être directement et exclusivement rattachées à l'opération mais qui concourent à la réalisation des objectifs du programme SARE. Ces charges connexes ne pourront dépasser 20 % de la somme des plafonds définis pour chaque acte métier.

2.8. Engagement des structures Porteuses : Charte Espace Conseil FAIRE

Dans le cadre de cet appel à projet, la ou les structure(s) sélectionnée(s) rejoindront le réseau FAIRE. De ce fait elles devront s'engager à respecter les termes de la Charte Espace Conseil FAIRE.

La charte engage le signataire à respecter quelques points notamment en termes de :

- **Déontologie** : les Espaces FAIRE offre un conseil neutre et objectif gratuitement aux ménages, et elles sont indépendantes financièrement des professionnels du secteur de la rénovation énergétique.
- **Qualité** : les Espaces FAIRE s'engagent à délivrer un accompagnement de qualité aux particuliers.
- **Confidentialité** : les Espaces FAIRE récoltent des données territoriales qui sont la propriété du porteur associé et qui ne pourront en aucun cas être utilisées à des fins commerciales.
- **Communication** : les Espaces FAIRE s'engagent à communiquer en accord avec les prescriptions du réseau FAIRE.
- **Orientation vers des professionnels** : les Espaces FAIRE s'engagent à orienter les ménages vers des professionnels disposant de la mention RGE.

La charte Espace Conseil Faire DOM est fournie en annexe 2.

2.9. Engagement des structures Porteuses : Parcours de formation

Le porteur associé proposera un calendrier de formations tout au long du déploiement du programme visant à consolider/renforcer les compétences des conseillers FAIRE.

Le format de formation proposé s'effectuera sous forme de MOOC, de blended-learning ou encore en présentiel.

2.10. Engagement des structures porteuses : reporting

Le Programme SARE fera l'objet d'un suivi de performance matérialisé par plusieurs indicateurs qualitatifs et quantitatifs en cohérence avec les exigences de reporting via les outils numériques mis à disposition par l'ADEME. Les structures de mises en œuvre devront être en mesure de compléter et renseigner les outils de suivi sont SARénov, et TBS ainsi que l'outil DPEG simplifié permettant de consigner l'activité des conseillers.

2.11. Moyens Humains

L'ensemble des missions de conseils, d'accompagnement et d'animation seront réalisées par les conseillers FAIRE désignés au sein de la structure. Ces derniers devront justifier de compétences techniques, de qualités d'animation et rédactionnelle en lien avec les missions visées dans le cadre du déploiement du programme SARE. Leurs profils devront être approuvés par la collectivité régionale. Dans le cas de recrutement externe, les porteurs du programme (Région Guadeloupe et ADEME) seront associés aux auditions des candidats.

3. Consultation des propositions et sélections des projets des candidats

3.1. Candidats éligibles

Sont éligibles au présent AAP : les structures associatives répondant aux exigences de la charte des Espaces Conseils FAIRE, annexée au cahier des charges de la consultation.

Ainsi, conformément aux exigences de cette charte en matière de déontologie (chapitre 2, section 2.10), les Espaces Conseils FAIRE sont **indépendants financièrement** des entreprises, des bureaux d'études, des fournisseurs de matériels ou installateurs ainsi que des offreurs et distributeurs d'énergie.

Les structures de mise en œuvre s'engagent donc à accomplir leurs missions en toute **neutralité** et objectivité (c'est à dire qu'elles ne conduisent pas à privilégier un professionnel, un matériel, une marque, ou un équipement particulier).

Elles feront état des dispositions prises en ce sens dans leur dossier de candidature.

3.2. Cas particulier : structure opérateur de l'amélioration de l'habitat

Au regard des dispositions de la charte des Espaces Conseil FAIRE, la mission d'Espace Conseil FAIRE n'est pas cumulable avec la mission d'opérateur d'amélioration de l'habitat.

3.3. Cas particulier : structure porteuse d'autre programme CEE sur le territoire

Dans les cas où une structure assure déjà la mise en œuvre d'un autre programme CEE sur le territoire, cette dernière devra justifier la complémentarité des missions en lien avec le programme SARE.

Par ailleurs, une structure déjà associée à un autre programme CEE contenant des actes métiers similaires à ceux définis dans le présent cahier des charges, ne pourra déployer les actes métiers correspondants dans le programme SARE : les doublons de financement ne sont pas autorisés et les actes doivent être tracés.

3.4. Critères de sélection

Seules les candidatures éligibles feront l'objet d'une analyse technique de leur offre, suivant les critères suivants :

- Structure porteuse
- Capacité d'accueil du conseiller FAIRE dans sa structure (salle d'attente, bureau...),
- Nombre de conseillers envisagés et périmètre géographique couvert,
- Plan d'action proposé par la structure qui permet d'atteindre les objectifs quantitatifs des missions du plan de déploiement du programme SARE jusqu'au 31/12/2023,
- Propositions d'actions de communications et d'animations propres à augmenter le rayonnement des

missions visées par le Programme SARE au regard des thématiques abordées,

- Solidité financière de la structure et pérennité du plan de financement proposé, avec la trésorerie suffisante pour soutenir l'activité annuelle d'un conseiller FAIRE ou disposant d'un soutien bancaire pour réaliser l'avance de trésorerie. Un plan de trésorerie sur 3 ans doit être inclus au projet,
- Qualité de service attendu : qualité d'accueil du public, profil envisagé pour le conseiller FAIRE (connaissances techniques minimum, capacité à les acquérir rapidement par les formations),
- Connaissance des outils locaux développés par la région Guadeloupe dans le cadre de sa politique énergétique
- Antériorité de la structure en matière de conseils habitat et/ou énergie,
- Capacité à analyser et à faire remonter les indicateurs de performance pour les actions réalisées dans le cadre du Programme SARE (usage des outils) => chiffrer les investissements des ménages, évaluation d'impact économique et environnemental.
- Maîtrise des outils Microsoft office (power point, Publisher, Excel, Word)
- Capacité rédactionnelle et synthétique

3.5. Notation des Critères de sélection

L'ensemble des critères énumérés dans la section précédente seront évalués sur une note totale de 20 :

- **Capacité de la structure porteuse notée sur 8 points :**
- **Plan d'action de 2021-2023 noté sur 12 points :**

Le dossier de candidature ne devra pas excéder 20 pages au total.

La liste des documents à fournir et les préconisations concernant le dossier de candidature attendu sont décrites en annexe 3.

3.6. Comité d'examen des candidatures

Les lauréats seront désignés lors d'un comité d'examen des candidatures coordonné par la région Guadeloupe. Un représentant de l'ADEME pourra participer à la sélection de la structure.

4. Contractualisation et financement

4.1. Engagements réciproques

Une convention entre la région Guadeloupe et la(es) « structure(s) de mise en œuvre » retenue(s) sera signée afin de définir les modalités d'exécution de la mission.

La ou les structure(s) de mise en œuvre sera également soumise au respect de la Charte « des Espaces Conseil Faire » (<https://www.faire.gouv.fr/pro/les-signataires>).

A l'issu du choix des candidats retenus, ces derniers devront compléter leur dossier par un courrier de demande d'aide à l'attention du président de la région Guadeloupe, correspondant au volume financier du programme d'action proposé lors de leur candidature.

4.2. Financement de l'opération

Le financement des projets retenus reposera sur un contrat d'objectifs liant le porteur associé et les partenaires. Le coût moyen constaté d'un tel programme est de l'ordre de 900 000 euros/an (montage de projets, accueil public, animations, préparation, suivi activité). La contribution annuelle sera versée par la région Guadeloupe (Porteur Associé) à la structure de mise en œuvre sélectionnée dans les conditions suivantes :

- **Année 2022 :**
 - o Un versement, à titre d'avance de l'objectif annuel*, correspondant à 40 % du montant programmé pour l'année 2022, sur présentation d'un rapport justifiant le recrutement des conseillers validé par le conseil régional.
 - o Au bout de 6 mois, un acompte sera versé au prestataire équivalent au montant des prestations réalisées conformément à l'annexe technique de l'opération (actes métiers) sur présentation d'un rapport d'exécution justifiant la réalisation des actes métiers. Les actes réalisés au cours de l'année 2021 pourront être comptabilisés dans les remontés de dépenses.
 - o Au bout de 12 mois un acompte sera versé au prestataire équivalent au montant des prestations réalisées conformément à l'annexe technique de l'opération (actes métiers) sur présentation d'un rapport d'exécution justifiant la réalisation des actes métiers auxquels sera déduit l'avance annuelle des 40 % consentie. La date limite pour transmettre le rapport d'exécution final est fixée au 14 octobre 2022.
- **Année 2023 :**
 - o Un versement, à titre d'avance de l'objectif annuel*, correspondant à 40 % du montant programmé pour l'année en cours
 - o Au bout de 6 mois, un acompte sera versé au prestataire équivalent au montant des prestations réalisées conformément à l'annexe technique de l'opération (actes métiers) sur présentation d'un rapport d'exécution justifiant la réalisation des actes métiers
 - o Au bout de 12 mois un acompte sera versé au prestataire équivalent au montant des prestations réalisées conformément à l'annexe technique de l'opération (actes métiers) sur présentation d'un rapport d'exécution justifiant la réalisation des actes métiers auxquels sera déduit l'avance annuelle des 40 % consentie. La date limite pour transmettre le rapport d'exécution final est fixée à janvier 2024. Les actes réalisés jusqu'au 31 décembre 2023 pourront être comptabilisés dans les remontés de dépenses.

Les rapports d'exécutions devront intégrer les résultats quantitatifs du programme d'actions intégrant notamment les indicateurs de suivi du programme SARE : détails dans la convention Porteur Associé/ Structure porteuse.

*Les objectifs annuels seront validés par le COPIL régional et pourront être réajustés en cours d'années.

5. Liste des annexes

- **Annexe 1 : Guide des actes métiers du programme SARE**
- **Annexe 2 : La charte Espace Conseil Faire DOM**
- **Annexe 3 : Composition du dossier de candidature**

Pour toutes questions, nous vous invitons à adresser un mail à l'adresse suivante :

lovely.euphrasie@regionguadeloupe.fr

Annexe 1 : Guide des actes métiers DOM du Programme SARE

Voir document fourni

Voir document fourni

Annexe 2 : Charte Espace Conseil Faire DOM

Annexe 3 : Dossier de candidature

Documents à fournir

- Une lettre d'intention de la structure destinée au Président du conseil régional de la Guadeloupe ;
- Bilans et compte de résultat certifié de la structure ;
- Composition du conseil d'administration et bureau ;
- Pour les structures associatives : les statuts de l'association et copie de la déclaration au Journal Officiel (JO) ;
- K-Bis ;
- RIB ;

• **Dossier de candidature**

Le dossier technique, reprenant des éléments répondants aux critères définis en sections 3.1 et 3.2, sera structuré de la façon suivante :

- Contexte d'accueil du conseiller FAIRE dans la structure : mmoyens logistiques mis en œuvre (bureautique, site internet...) => (1 page maximum)
- Plan de trésorerie (dépenses/recette) sur trois ans => **(document à remplir fourni)**
- Composition et compétences de l'équipe de la structure de mise en œuvre : Niveau de formation du personnel intervenant (CV) et des conseillers FAIRE, management du personnel, pilotage de la mission
- Description détaillée de la stratégie mise en œuvre pour la réalisation des actes métiers relatifs à cet AAP, couvrant une période allant jusqu'au 31/12/2023
- Périmètre géographique d'intervention du/des conseillers FAIRE
- Calendrier de réalisation de la mission
- Proposition technique pour la réalisation de l'ensemble des actions de communication et animation envisagées

Le dossier technique ne devra pas dépasser 20 pages.

Dépôt des projets et contacts

Date limite de remise des candidatures sous format électronique (Word ou PDF) aux deux adresses mails qui suivent le 18/10/2021 à 12h (heure de Guadeloupe).

A l'attention de : Lovely EUPHRASIE : lovely.euphrasie@regionguadeloupe.fr

Document fourni => Plan de trésorerie sur 3 ans

Budget prévisionnel (Dépense/Recette) pour la mise en œuvre du programme SARE

Dépenses	2021	2022	2023
Dépenses directes de personnel			
Conseiller FAIRE 1			
Conseiller FAIRE 2			
Encadrement/fonction support (suivi administratif)			
Frais de déplacement et de mission			
Frais de mission (note de frais)			
Déplacement			
Charges connexes			
Frais de structure			
Total Dépenses			

Recettes	2021	2022	2023
Mission : Information, conseil, accompagnement			
Acte A1 - Information de 1er niveau			
Acte A2 - Conseil personnalisé aux ménages (sans déplacement)			
Acte A2 - Conseil personnalisé aux ménages (avec déplacement)			
Acte A4 - Évaluation énergétique (scénarios) et accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation (logement)			
Acte A4 - Évaluation énergétique (scénarios) et accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation (copropriété)			
Acte A4 bis - Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation (logement)			
Acte A4 bis - Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation (copropriété)			
Mission : Dynamique de la rénovation			
Acte C1 - Sensibilisation, communication et animation des ménages			
Total Recettes			